



Communiqué de presse

7 septembre 2022

Un observatoire contre la marchandisation des associations

L'association est de plus en plus poussée vers le marché. Les financements publics comme privés intègrent les logiques appliquées aux entreprises : management tourné vers la performance, appels d'offre, commande publique, paiement aux résultats, investissements à impact... tout un écosystème floute désormais les différences entre l'association non-lucrative et les acteurs privés.

Le marché intègre de plus en plus de secteurs longtemps préservés des logiques marchandes. Des acteurs privés entrent en concurrence avec des associations quand ils ne phagocytent pas entièrement les nombreuses idées du monde associatif en les reprenant sous forme d'entreprise à mission voire d'entreprise à impact.

Face à ce phénomène, une quinzaine d'associations lance, à l'occasion de la **fête de l'Huma le 10 septembre, un observatoire citoyen de la marchandisation des associations.**

Le lancement aura lieu à 13h dans le village « territoires solidaires ».

L'objectif : décrypter ces processus pour mieux les dénoncer et les contrer. Cet observatoire s'appuie sur un conseil scientifique pour croiser les regards des acteurs associatifs et des chercheurs et construire ensemble des savoirs pour outiller le monde associatif.

Concrètement, l'observatoire propose :

- une lettre d'information, [le Klaxon](#),
- un [site Internet](#)
- des rencontres régulières
- son premier rapport est attendu pour la fin de l'année.

Toutes les informations sont à retrouver sur le site : <https://mobilisations.associations-citoyennes.net/?ObservatoireMarchandisation>

Contact : marianne@associations-citoyennes.net

A propos du Collectif des Associations Citoyennes

Collectif né en 2010 pour lutter contre la réduction des associations à leur seule dimension économique et défendre la contribution des associations à l'intérêt général et à la construction d'une société solidaire, durable et participative.

Aujourd'hui le Collectif poursuit trois orientations principales : lutter contre la marchandisation de l'action associative et pour les libertés associatives ; poursuivre le dialogue institutionnel ; accompagner les mobilisations locales et sectorielles.